



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

17/03/2021

Rapport au BN du 17 mars

Les conférences de presse se suivent et se ressemblent, pour un état des lieux d'une situation toujours plus alarmante, sans véritable mesure pour y faire face. Chaque jeudi à 18 heures depuis maintenant plusieurs semaines, le 1^{er} ministre et le ministre de la Santé manient phrases alarmantes ou formules encourageantes, ils dressent le tableau d'une « *situation tendue et inquiétante* », avec une « *pression constante, croissante* » tout en rappelant en fin de conférence que « *la courbe n'est pas exponentielle mais se stabilise* ».

Ils nous soufflent le chaud et le froid. Pourtant la courbe des entrées en réanimation s'envole et le taux de mortalité de la troisième vague s'aggrave.

Les chiffres sont inquiétants, comme en Île-de-France, par exemple, où l'incidence est de 350 cas pour 100 000 habitants. Une personne est admise en réanimation toutes les 12 minutes, la région parisienne pourrait bien atteindre d'ici fin mars une situation de saturation totale, dès lors que plus de 1 300 lits de réanimation sont d'ores et déjà occupés, sur 1 400 lits pour une population de 12.213.447 habitants ! 254000 de plus en 5 ans. Faute de personnel soignants, des centaines de lits restent actuellement fermés à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) et des fermetures de lits sont encore programmées. Le gouvernement mise sur une gestion répressive de l'épidémie et cherche à culpabiliser la population ou les soignants de l'échec de sa stratégie sanitaire. Il répond aux exigences patronales et tente de calmer la colère d'une population lassée par 12 mois de gestion répressive.

Les gouvernements des pays capitalistes ont rejeté les avertissements des scientifiques. Ils n'ont pas pris de mesures. Au cours des 12 derniers mois, le nombre de cas dans le monde est passé de 118.000 à plus de 118 millions. Le nombre de morts est passé de 4.000 à 2,6 millions, dont 540.000 aux États-Unis, 270.000 au Brésil, 191.000 au Mexique, 158.000 en Inde, 125.000 au Royaume-Uni et 100.000 en Italie. Plus de 90500 en France

L'impact économique pour la classe ouvrière est dévastateur.

L'Organisation internationale du travail estime que le monde a perdu l'équivalent de 255 millions d'emplois en 2020.

L'impact de la pandémie est le produit de décisions qui visent à subordonner la vie des populations aux intérêts des multinationales.

Seuls 4 pour cent de la population mondiale a reçu une seule dose du vaccin, En Allemagne, seulement 3,1% de la population a été vaccinées, en Espagne et en France 3%, en Italie 2,9%, au Canada 1,6%...

Un an après la déclaration officielle d'une pandémie, celle-ci continue de faire rage dans le monde entier. Même avec la production d'un vaccin, sa distribution chaotique est entravée par les intérêts des firmes pharmaceutiques.

Pas d'autres choix que la lutte des travailleurs, pour les faire reculer.

424 000 ruptures conventionnelles en 2020, malgré un maintien à un niveau élevé du dispositif de chômage partiel. Le nombre de ruptures conventionnelles augmente de 6,8 %.

PSE : des licenciements en masse, la barre symbolique des 100 000 emplois supprimés dans le cadre de « *plans de sauvegarde de l'emploi* » a été franchie. Trois fois plus entre le 1er mars 2020 et le 21 février 2021, que lors de la même période l'année précédente. Un chiffre qui ne compte pas les autres types de licenciements économiques,

hors PSE. Ceux-ci concernent dans 90 % des cas moins de 10 salariés, mais sont au nombre de 6900 procédures sur la même période.

Élisabeth Borne vient de présenter le texte final de la réforme de l'assurance-chômage qui sera appliquée à partir du 1^{er} juillet.

Alors que le chômage a augmenté de 7,5 % sur l'année 2020 avec un nombre de demandeurs d'emploi qui avoisine les 4 millions, les suppressions d'emplois s'accroissent, le gouvernement et sa ministre du travail s'empressent de mettre en place la réforme de l'assurance chômage qui va frapper de plein fouet les secteurs les plus précaires des salariés déjà durement touchés par la crise.

L'Unedic précise le montant de la baisse de l'allocation exemple :

- Les allocataires ont travaillé entre 25% et 49 % du temps verront leur allocation baisser en moyenne de 250 €. L'Unedic affirme que ce profil type, qui gagne 890 € en moyenne, verra son allocation passer à 640 €. 220 000 personnes sont concernées, soit 10 % des demandeurs d'emploi indemnisés.
- Les 285 000 chômeurs qui ont travaillé 50% à 74 % du temps sur la période prise en compte pour le calcul de leur allocation chômage et qui perçoivent actuellement 897 € en moyenne verront leur allocation baisser à 693 €, soit un coup de rabot de 204 euros.
- Les allocataires en emploi 75 % à 99 % du temps. Leur allocation, en moyenne, de 915 € par mois, devrait passer à 854 € en moyenne, soit -61 € (-7 %). 335 000 personnes sont concernées, soit 15 % des chômeurs indemnisés.

30 milliards ont été dépensés par l'assurance chômage pour financer le chômage partiel afin de permettre au patronat d'amortir les frais de la crise. Macron promet de tenir compte de l'évolution du taux de chômage tout en imposant dans la réalité une réforme profondément antisociale, qui peut croire que le marché du travail ira mieux demain ? Nous sommes dans un régime capitaliste toujours à la recherche de la course aux profits, de la rentabilité de la concurrence inter impérialiste. Il n'y a rien à attendre de ce système. Le PDG Danone vient d'être remercié la performance de Danone n'est pas suffisante...

Les syndicats refusent la réforme sur le papier, mais ils n'offrent aucune perspective de lutte.

L'ensemble des confédérations syndicales ont participé jusqu'au bout au « dialogue social » avec la ministre du Travail et le patronat. Les syndicats ont en effet participé à toutes les « concertations » sans proposer de plan de bataille pour construire le rapport de force à même de défendre les droits des salariés. Des mobilisations importantes de travailleurs avec la CGT ont manifesté contre la réforme de l'assurance chômage en 2017, 2018, 2019, 2020 plusieurs fois chaque année, mais aujourd'hui, aucune action en perspective ? !!!

L'année blanche des intermittents touche à sa fin en août, ils seront les premières victimes.

Deux milliards de plan de relance culturel promis par Bachelot commencent à être distribués. Les principaux bénéficiaires ? : des châteaux, des églises, des abbayes (614 millions) ou encore l'audiovisuel et le cinéma (428 millions).

Pas un mot pour tous les travailleurs qui font vivre ces institutions et notamment les plus précaires, les vacataires, médiateurs, étudiants qui se sont retrouvés du jour au lendemain sans emploi dans nombre de ces institutions culturelles. Ils ont décidé d'occuper leur lieu de travail, ils ont notre soutien.

Les quelques 3% de personnes actives vivant du secteur culturel en France n'ont toujours pas de solution quant à leurs fins de mois.

Les intermittents « vivent » avec 900€ par mois (et encore, uniquement s'ils ont travaillé 60% l'année dernière). La jeunesse du pays agonise, les files pour les paniers repas s'allongent, ce dont ils ont besoin c'est d'un véritable plan de bataille pour lutter contre ce gouvernement qui nous montre encore et toujours vers qui tend ses intérêts : les plus riches même dans le secteur culturel.

En France, c'est 3000 petits libraires, et plus de 5000 cinémas, notamment les petites salles, qui sont à l'arrêt total depuis plus d'un an, sans parler des petites structures. Dans le même temps, les milliards coulent à flot pour les grands patrons qui en prennent licencient en masse pour se restructurer.

Les travailleurs du spectacle vivant, la jeunesse, la culture, sont les grands absents d'un plan de relance

Le spectacle vivant en France c'est 217.153 salariés et 276.000 intermittents du spectacle sans compter les contrats courts les contrats précaires qui concernent artistes et techniciens, accueil du public...

Il n'y a rien à négocier avec un gouvernement qui affiche son mépris pour les travailleurs.

En juin dernier, la « *convention citoyenne pour le climat* », qui pose en soi le problème de la légitimité démocratique d'une telle procédure, présentait 149 propositions pour le climat. Le gouvernement a présenté un projet de loi censé donner effet à ces préconisations, mais qui est en réalité vidé de toute substance. Les propositions des « citoyens », avant même de pouvoir être examinées au Parlement, ont été l'objet d'une violente offensive des multinationales. Les principaux secteurs industriels concernés – automobile, aérien, agrochimie, publicité – ont fait pression pour défendre leurs intérêts. De puissants intérêts industriels et financiers refusent de remettre en cause leurs profits pour un meilleur environnement des citoyens et des travailleurs. Là aussi il faut expliquer et se placer sur le terrain de classe.

La lutte pour le socialisme est une lutte en France et dans le monde pour une société qui donne la priorité au peuple et non aux profits, aux besoins humains sur la richesse des multinationales et à la coopération internationale sur les conflits.

Le capitalisme c'est ça

« *C'est plutôt le moment de faire des bonnes affaires en Bourse aujourd'hui* », expliquait non sans cynisme Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, le 10 mars 2020, une semaine avant le premier confinement. Deux millions et demi de morts du coronavirus plus tard, elle avait raison !

Dans le monde, les entreprises ont versé 1255 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires en 2020. En recul par rapport à 2019, certes mais cette baisse est due en partie à la demande faites de s'abstenir de verser des dividendes avant le 30 septembre 2021...Pas d'inquiétude donc ils se rattraperont...

La tendance reste à verser grassement des dividendes. Les actionnaires recevaient 778 milliards de dollars en 2010, 1013 milliards en 2012, puis 1181 en 2015 et 1252 en 2018. Et le cru 2020 (1255 milliards). En 2020, deux entreprises sur trois dans le monde ont maintenu ou augmenté leurs dividendes. Et ce, malgré une recension mondiale et un recul planétaire du PIB estimé autour de 4 %. Déjà les experts anticipent une progression des versements de dividende de 2 à 5 % pour 2021.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a injecté, il y a un an quatre mille milliards de dollars sur les marchés, les milliardaires américains ont augmenté leur richesse de 1400 milliards de dollars dans cette même période. Tous ces chiffres valident notre perspective

Pour changer, imposer une autre politique en France, pour permettre un développement économique et social au service du peuple, il est indispensable d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs et qu'elles s'accaparent.

La pandémie prouve la nécessité de l'abolition du système capitaliste. La défense des intérêts les plus vitaux de la société est inséparable de l'expropriation pour arracher les grands moyens de production et d'échange, les sociétés financières et les banques qui doivent devenir la propriété du peuple. Il faut leur prendre le pouvoir économique, financier et le pouvoir politique.

La lutte des classes est un fait. Le capital veut toujours imposer sa loi, celle du profit. L'endigement de la pandémie ne peut être réalisé que dans une lutte contre le système capitaliste.

C'est la seule solution pour changer totalement de politique en France. C'est la seule véritable alternative. C'est cette perspective que propose notre Parti Révolutionnaire Communistes et pour laquelle il appelle à lutter.

Des freins qui font obstacle à la lutte

La casse industrielle a fait et fait toujours des dégâts considérables en termes d'emplois, mais également du point de vue des droits syndicaux depuis la casse du code du travail. Il ne faut pas négliger l'intense bataille idéologique menée par le patronat et le gouvernement pour à la fois détruire le syndicat de classe et intégrer les syndicats à la gestion capitaliste. Ainsi lundi 15 mars, Jean Castex a réuni les partenaires sociaux en visio-conférence pour sa troisième conférence du dialogue social, sur les travailleurs de la deuxième ligne. Attention toutefois, "Pour cette conférence, le gouvernement a mis de côté les sujets qui fâchent : la réforme de l'assurance chômage. Et ni la réforme des retraites, ni les déficits sociaux ne sont à l'ordre du jour." De son côté, Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, a proposé huit sujets de négociation aux centrales syndicales. Elles y répondent plutôt favorablement. Dans les échos Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, premier syndicat français, alerte sur les tensions qui traversent la société française. Il propose ses « services ». Avec Macron, ils n'ont qu'une

crainte : la lutte et ils surveillent la cocotte-minute qui commence à bouillir.

Car dans le même temps, le gouvernement multiplie les mesures contre le droit de manifester, la loi de sécurité globale... Une stratégie de la tension a été adoptée dans le maintien de l'ordre.

Les gouvernements successifs ont tout fait pour réduire le nombre d'élus, le nombre d'heures de délégation et mener la campagne idéologique contre les syndicats qui luttent en particulier avec la CGT.

Cette situation s'est aggravée avec les ordonnances Macron de 2017, qui ont supprimé les anciens comités d'entreprise, les délégués du personnel et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) pour les fondre dans une instance unique, les comités sociaux et économiques (CSE). Les syndicats majoritaires en sont sortis très affaiblis. Les ordonnances ont entraîné une diminution du nombre des élus et du temps de représentation des travailleurs (jusqu'à 30 % ou 40 % dans la plupart des entreprises).

Quant aux entreprises plus grandes, elles connaissent des réorganisations permanentes qui conduisent à l'éclatement des collectifs de travail, avec un fort recours à des salariés mis à disposition, en intérim ou en contrat précaire. L'industrie automobile, les lignes de production, emploient en permanence entre 30 % et 50 % d'intérimaires, voire davantage. Renault a délocalisé ses lignes de production en Espagne, en Turquie, en Slovénie ou au Maroc : les grèves en France affectent de moins en moins ces productions.

Les fins de mois difficiles affectent aussi une grande partie des travailleurs, y compris ceux qui ne sont pas au bas de l'échelle. L'endettement et le surendettement des familles sont devenus des réalités communes dans le monde du travail : selon la Banque de France, en 2018, si 25,7 % des surendettés étaient des chômeurs, 28,6 % étaient des actifs en contrat à durée indéterminée (CDI)

La casse des grandes entreprises industrielles a affaibli les bastions syndicaux. La persistance d'un chômage de masse et de la précarité du travail a rendu encore plus difficile l'adhésion à un syndicat. 3 % des salariés en CDD et 1 % de ceux en intérim sont syndiqués, 3,3 % chez les moins de trente ans adhèrent à un syndicat contre 15 % des 50 ans ou plus.

Dans la crise sanitaire qui fracture le pays, le syndicalisme est en difficulté, le lien de proximité qu'il a avec les salariés a été rompu, plus de la majorité d'entre eux s'étant retrouvés en chômage partiel ou en télétravail et donc hors de l'entreprise.

La contestation, l'action collective, les résistances, s'organisent.

Les salariés ressentent de plus en plus les effets de la politique du capital. Des luttes se développent. Les exigences revendicatives grandissent sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les acquis, les retraites... Les revendications se heurtent de plus en plus fortement au patronat, au gouvernement. Elles se heurtent de plus en plus à toutes les formes de réformismes, aux nombreuses variantes de la sociale démocratie. Pour réaliser leurs objectifs tous ceux-là veulent la liquidation du syndicalisme de classe dans notre pays. S'ils parvenaient à leurs fins les conséquences seraient désastreuses pour les salariés et pour le peuple. Il ne faut pas les laisser faire.

Face à ces attaques, la résistance est réelle et s'organise sous diverses formes Mouvements de grèves et de débrayages dans les entreprises touchées par des suppressions d'emplois et/ou menacées de fermeture à Roissy, Bosch-Rodez, Véolia, Renault Lardy, Sanofi... Luttés pour la défense du Service Public (Education nationale, Santé, Poste, Energie, etc.), **Manifestation** du personnel santé le **15 mars**, mobilisation contre la précarité étudiante **16 mars**, contre le réchauffement climatique le **20 mars**, **27 mars** journée d'action pour le droit au logement, **31 mars** journée d'action des retraités...

A l'Internationale, l'engagement de la jeunesse.

Haiti, Birmanie, Turquie, Sénégal, Grèce, ces luttes sont porteuses d'exigences nouvelles et rentrent en conflit avec le système d'exploitation et de domination capitaliste. Nous nous exprimons beaucoup sur les sujets internationaux c'est aussi et surtout l'image du capitalisme : des peuples massacrés, déplacés, fuyant les conflits et les guerres.

Que ce soit en France, aux USA, dans le monde, le capitalisme qui domine exploite féroce les peuples. Il ne peut pas y avoir de rencontre, d'aménagement avec lui. L'opposition entre les peuples et le capitalisme est irréductible.

De plus, les classes dirigeantes, qui font face à une crise sociale massive dans leur pays et à une colère croissante dans la classe ouvrière, se tourne de plus en plus ouvertement vers le conflit militaire comme moyen de s'en

sortir. Au cours des deux premiers mois de son mandat, le gouvernement Biden a fait de l'intensification de ses provocations agressives au Moyen-Orient et contre la Russie et la Chine une priorité centrale. Voir les articles sur le site.

Elections Régionales et départementales :

Depuis 50 ans, le PS et l'UMP gouvernent à tour de rôle, ils dirigent les départements, les régions. Ils sont totalement au service des grands groupes capitalistes qui dictent leurs exigences.

Le capital veut imposer de nouveaux reculs sociaux, faire payer le peuple, pour trouver de nouvelles sources de profit, être compétitif dans la concurrence mondiale capitaliste effrénée. Pour continuer à imposer sa domination, il s'active pour asseoir son pouvoir en 2021. Les Républicains, le PS, le FN sont sur les rangs, ces partis sont des gérants loyaux du capitalisme, leurs programmes confirment qu'ils sont tous à son service.

Ce qui les préoccupe avant tout c'est comment apparaître différent de l'autre pour appliquer la même politique. **À droite**, c'est l'autoritarisme, les libertés, la sécurité, l'immigration pour détourner le débat, casser les acquis sociaux. L'argent public des Régions est aussi « pompé » par les entreprises, la relance en Ile de France c'est 24 milliards d'euros sur la période 2021-2027, dont 5,5 milliards d'euros sont mobilisables en 2021 et 2022,

Extrême droite : Marine Le Pen multiplie les gages de « crédibilité ». Pour séduire l'électorat de droite et rassurer le capital.

Elle réaffirme l'importance de rembourser la dette publique : *« un Etat souverain fait appel à une source de financement extérieure, sa parole est d'airain. Il s'organise pour rembourser sa dette contre vents et marées. »*

Le Pen donne un avant-goût de ce qu'elle ferait au pouvoir : appliquer la politique exigée par le capital, avec une dose de racisme et de xénophobie. Il s'agit d'une politique de classe, une politique au service des intérêts des classes dominantes auxquelles Macron comme Le Pen sont inféodés.

Pour ceux qui se disent de gauche, il est difficile de faire la différence entre eux, c'est d'ailleurs pourquoi ils discutent ensemble afin de trouver la meilleure formule pour détourner le débat sur la question centrale de la responsabilité du capital.

Le Parti Communiste Français, la France Insoumise, les divers partis, les socialistes, les Verts, utilisent les mêmes thèmes : répartition des richesses, réchauffement climatique, environnement, sans en dénoncer les causes mais pour en gérer les effets, ils font des promesses qu'ils ne tiendront pas parce qu'ils ne s'attaquent pas au capitalisme, ils ne veulent que le gérer.

La lutte se résume pour tous ceux-là à obtenir le plus d'élus possible pour exister, on est très loin de la lutte de classe, de l'antagonisme capital travail, des conquêtes sociales et encore moins d'une société débarrassée du capital.

« Communistes » est le seul parti politique qui dit : *« Pour disposer des moyens énormes économiques et financiers qui existent et mettre en œuvre une politique au service du peuple, il faut les reprendre à ceux qui les détiennent et en donner la maîtrise au peuple et à la nation »* La seule façon d'y parvenir, c'est la lutte anticapitaliste, la lutte unie de tout le peuple. C'est la seule vraie perspective.

Là où nous n'avons pas de candidat(e)s nous mettrons à disposition un bulletin de vote à déposer dans l'urne.

Chaque semaine notre site sera alimenté d'articles sur les enjeux de ces élections

Tous les partis aujourd'hui, sauf le nôtre, acceptent le capitalisme comme étant le seul système politique viable pour diriger le monde.

On se rend bien compte, compte tenu du rapport des forces qui résulte de l'état politique de la société, que la question de notre développement et de notre renforcement est de première importance.

D'autant plus que le capital et ses serviteurs vont poursuivre et accélérer encore les réformes capitalistes :

Notre présence est essentielle au vu du débat politique actuel, est primordial pour réunir toutes celles et ceux qui veulent un vrai changement de politique. La lutte contre le capital passe par le débat politique pour comprendre et agir.

Une autre société, une société débarrassée du capital, une société socialiste ne va pas de soi. Cela nécessite débats,

explications portons toute notre attention sur le renforcement de notre parti en direction de la jeunesse, touchée particulièrement par l'aggravation des conditions de vie, l'accès aux études rendu plus difficile, le chômage de masse dans la jeunesse, les manipulations dont elle fait l'objet notamment sur les questions climatiques. Voilà chers camarades, les tâches qui nous attendent, sur notre renforcement, notre organisation, nos moyens financiers qui sont des questions essentielles **Les travailleurs et le peuple ont besoin d'un parti de classe, un parti révolutionnaire** qui combat le capital sans aucun compromis jusqu'à lui enlever toute maîtrise sur la société. Le combat est rude. Notre arme c'est la politique que nous développons, les débats que nous avons, la force de notre parti.

Notre Bureau National doit être porteur de ses objectifs en impulsant encore mieux qu'il ne le fait aujourd'hui des initiatives, des réunions, des aides politiques aux départements.